



AMBASSADE DE SUISSE
EN ITALIE

M. le Chef de Département

ROME, le 29 août 1963.
Largo Elvezia - Via Barnaba Oriani, 6r
Tél. 803-64r

Réf.:

Lettre politique

Réaction de la presse italienne aux
mesures adoptées par les autorités
suissees contre des meneurs communistes
italiens

an							2/3
Datum							59
Visé							
EPD	5. Sep. 1963						
Ref.	N.A. 21.31. Rome						

N.B. 41.11.7.1.

Monsieur Pierre M i c h e l i ,
Secrétaire général
du Département politique fédéral,
B e r n e .

Monsieur le Secrétaire général,

J'ai l'honneur de vous transmettre ci-jointe une nouvelle série d'articles publiés ces derniers jours dans la presse italienne au sujet des mesures adoptées par nos autorités à l'égard des meneurs communistes italiens.

Ainsi que vous pourrez le constater, presque chaque jour des articles paraissent à ce sujet et leur contenu est en général, à quelques nuances près, favorable ou défavorable à nos autorités, selon l'attitude des quotidiens à l'égard du communisme. Les articles de l' "Unità" se distinguent par leur virulence; ils sont en général publiés en première page et occupent plusieurs colonnes. L' "Avanti" également, quotidien socialiste, consacre régulièrement des articles à ce sujet et son opinion ne semble pas différer de beaucoup de celle des communistes. On retrouve, dans ce domaine comme dans tant d'autres, la preuve de la collusion bien connue entre le parti communiste et le parti socialiste italiens.



- 2 -

Voici, brièvement résumée, la dernière évolution de cette affaire d'après une analyse de la presse.

Après l'indignation soulevée par le cas Stocker, un certain calme paraissait être intervenu: la presse modérée constatait avec satisfaction la disparition de cet éphémère personnage de la scène politique et soulignait la désapprobation avec laquelle ses théories et ses agissements avaient été accueillis par l'opinion publique et les autorités suisses. La presse de gauche, faute d'arguments plus sensationnels, se repliait sur les thèmes habituels des mauvaises conditions de vie des travailleurs italiens, des abus auxquels ils seraient exposés etc.

Soudain, la presse sociale-communiste accusa violemment le gouvernement italien d'avoir été la cause directe des "persécutions" des communistes italiens en Suisse. Elle fit état d'une lettre que l'Ambassadeur Baldoni aurait envoyée avant les élections du mois d'avril à tous les consulats d'Italie en Suisse pour s'enquérir de l'opinion et de l'activité déployée par les communistes italiens travaillant dans notre pays; pour prouver l'ingérence des autorités italiennes, elle mit en relief le fait que M. Amstein, chef de la Police fédérale, aurait déclaré à un avocat suisse qui se renseignait sur une enquête menée contre un travailleur italien que les preuves de son activité subversive lui avaient été fournies par la police italienne.

A partir de ce moment, ce ne fut plus seulement à nos autorités que les sociaux-communistes s'en prirent, mais aussi directement au gouvernement italien. A son tour, le Ministère des affaires étrangères répliqua par le communiqué de presse dont je vous ai donné connaissance que l'in-

- 3 -

formation sur le climat politique régnant parmi les Italiens à l'étranger rentrait dans les tâches des services diplomatiques et que le fait d'avoir été informée avait permis à l'Ambassade d'Italie à Berne d'intervenir avec succès dans des cas où des ressortissants italiens avaient été maltraités.

L'expulsion de Suisse des parlementaires communistes Pellegrino et Calasso, après que le décret d'interdiction d'entrée leur ait été notifié, suscita une autre vague de récriminations. La presse de gauche s'en prit tout de suite à ce qu'elle définit une atteinte au prestige du parlement italien et les députés communistes s'adressèrent au Président du Conseil Leone afin qu'il intervienne énergiquement auprès du gouvernement suisse. Comme vous le savez, M. Leone fit savoir qu'il répondra au Parlement au cours du mois de septembre. Lui également, comme d'ailleurs le Ministère des affaires étrangères, souligna l'opportunité pour le gouvernement italien d'être renseigné par ses services diplomatiques et consulaires sur l'attitude des Italiens habitant l'étranger.

L'article le plus récent de l' "Unità" reproduit une lettre de Franco Pesce, un des Italiens qui auraient été maltraités par la Police fédérale. Cet article fait suite aux attaques contre cette Police qu'on se plaît à désigner de "politique" et que l'on qualifie d'instrument des banquiers suisses déçus par la nationalisation des entreprises électriques italiennes.

La campagne très serrée que mènent chaque jour les sociaux-communistes tant contre la Suisse que contre le gouvernement italien, n'a pas été sans avoir des échos dans les autres secteurs de la presse. Tandis que plusieurs journaux se bornent à enregistrer les faits, c'est-à-dire à re-

produire les communiqués, à faire état des démarches, etc., et que d'autres déplorent d'une manière générale la détérioration des rapports italo-suisse dans différents domaines (nationalisation des entreprises électriques, affaire Stocker, embouteillages ferroviaires à la frontière, etc.), il s'en trouve aussi pour réfuter énergiquement les arguments communistes et justifier pleinement la politique de nos autorités en ce qui concerne les mesures adoptées contre la propagande communiste en Suisse. Les deux articles que le "Messaggero" a publiés à ce sujet vous sont déjà connus; ils ont provoqué une réaction très violente de la part de la presse communiste qui a accusé ce quotidien d'être à la solde du capitalisme suisse.

A son tour, la "Stampa" de Turin, dans un service de Berne paru le 27 août 1963 et dû à la plume de Francesco Rosso, reprend les arguments du "Messaggero" et critique le travail de sape que les communistes effectuent au sein des colonies italiennes en Suisse qui, sans cela, vivraient paisiblement.

Enfin, l'hebdomadaire néo-fasciste "Il Borghese" qui, comme vous le savez, avait affirmé dans un numéro d'il y a deux semaines avoir été au courant des agissements communistes en Suisse il y a deux ans déjà et en avoir fait état à l'époque, met en relief l'importance et le caractère dangereux de l'activité communiste parmi les émigrés italiens. Il cite à ce propos l'organisation des communistes italiens en France. Ces procédés justifient, d'après le "Borghese", la méfiance qu'éprouve depuis quelque temps l'opinion publique de plusieurs pays à l'égard des travailleurs italiens.

- 5 -

Je vous envoie également sous ce pli, pour compléter votre documentation, la photocopie d'une résolution prise par les communistes de Bari et envoyée à l'Ambassade, ainsi que la photocopie d'une lettre qu'un invalide de guerre de Gênes a adressée à l'Ambassade pour exprimer toute son admiration et son respect pour notre pays.

Veillez agréer, Monsieur le Secrétaire général, l'assurance de ma haute considération.

Murri

Annexes:

40 coupures de presse, en 2 exemplaires,
2 photocopies d'une résolution,
2 photocopies d'une lettre.